Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur la situation en Syrie notamment la question des réfugiés, au Camp de Zaatari (Jordanie) le 16 août 2012.

2012-08-16

Je voudrais d'abord remercier très chaleureusement mon collègue et ami Nasser Joudeh de son accueil. Je voudrais transmettre à Sa Majesté, que je rencontrerai dans quelques heures, les salutations de M. François Hollande et aussi saluer le général marocain qui nous a fait l'amitié d'être présent, puisque ce que nous voyons ce matin est une marque de coopération entre la Jordanie et la France mais aussi avec le Maroc qui fait des efforts dans le même sens.

Le sens de ma visite ici c'est de dire que la France est triplement solidaire. Nous sommes d'abord solidaires évidemment avec les réfugiés. Nous sommes dans un camp. Les conditions de ce camp sont, comme les conditions des camps de réfugiés, très difficiles. Aujourd'hui, exceptionnellement, il n'y a pas de tempête de sable, mais ceux qui sont sur le terrain vivent tous les jours le fait que le sol est torride ; les bâtiments évidemment sont provisoires, les tentes ont été installées le mieux possible, mais tout cela reste extrêmement précaire.

L'action de la France, comme l'action d'autres pays, consiste à apporter son soutien aux réfugiés. C'est ce que nous faisons ici à travers plusieurs actions. Il y a, bien sûr, l'hôpital chirurgical qui vient d'être installé. Donc, les choses démarrent. Je veux féliciter les autorités, les hommes et les femmes qui sont sur le terrain.

Il y a ce que nous faisons jour après jour. Par exemple, aujourd'hui, j'apporte à peu près 20 000 masques qui vont empêcher le sable de pénétrer dans la gorge, dans les oreilles, et dans le nez. Il y a les opérations de vaccination ; comme vous l'avez vu, il y a beaucoup d'enfants dans le camp. Et donc, il y a donc des vaccinations contre la rougeole.

Il y a, bien sûr, en perspective, puisqu'il y a beaucoup de jeunes, l'ouverture d'écoles qui va être nécessaire.

Tout ce travail humanitaire, la France s'y associe activement, financièrement, pratiquement et non seulement à l'égard des réfugiés, qui sont déjà plusieurs milliers, mais aussi à l'égard

des Syriens mêmes qui sont en Syrie.

Le premier geste est un geste de solidarité envers les réfugiés. Le deuxième geste de solidarité est un geste de solidarité envers la population syrienne.

La position de la France est claire : nous pensons que Bachar Al-Assad est le bourreau de son propre peuple, qu'il doit partir, que le plus tôt sera le mieux et qu'il faut mener des actions politiques - je vais y arriver dans un instant -, des actions militaires, c'est ce que font les résistants sur le terrain et des actions humanitaires. Les deux types d'actions ne sont pas contradictoires. Tout cela est complémentaire et nous aidons la population syrienne, en particulier l'opposition, notamment à travers les réseaux locaux, qu'il s'agisse de celui des médecins ou d'autres. Il y a aussi d'autres actions évidemment secrètes.

Et puis, nous pouvons compter sur la solidarité des pays, comme la Jordanie, qui ont la générosité d'accueillir des réfugiés. La Jordanie est un petit pays avec un grand coeur. Quand on voit arriver sur son sol près de 150.000 personnes, et dans un camp comme celui-ci qui reçoit encore des centaines de personnes chaque jour, il s'agit là d'une action extrêmement importante à soutenir pour un peuple qui n'est pas très riche comme le peuple jordanien. Et je veux saluer ce que fait le peuple jordanien comme d'autres peuples dans d'autres conditions, au Liban et en Turquie, il y en a d'autres encore, parce qu'il y a là un effort extraordinairement méritoire et je voudrais exprimer la solidarité du ministre des Affaires étrangères avec Sa Majesté le roi Abdallah II et avec la Jordanie.

Mon action d'abord est donc d'effectuer un voyage humanitaire. Le président de la République, François Hollande, a souhaité que l'on soit très présent dans le domaine humanitaire, nous le sommes et s'il y a des adaptations à faire dans le futur, s'il y a des efforts supplémentaires à faire, nous les ferons. Mais en même temps, bien sûr, comme je l'ai souligné, on ne peut pas séparer l'action humanitaire de l'action politique.

Nous sommes très présents au niveau international, pour inciter les Syriens à trouver une transition politique. Je recevais encore hier à Paris un représentant du Conseil national syrien ; je recevrai des représentants du Conseil national syrien à Paris mardi prochain ; je reçois évidemment d'autres responsables de l'opposition syrienne ; nous sommes en contact permanent avec nos partenaires américain, turc, allemand, anglais et arabes pour faciliter cette transition politique et j'insiste sur le fait que plus rapidement se fera la transition politique, plus vite la solution sera là.

Cette transition politique, j'insiste, doit être une transition qui rassemble largement le peuple syrien, garantisse les droits des minorités, c'est essentiel, et soit représentative de ce qu'est la Syrie aujourd'hui. Nous souhaitons vivement que puisse être mis en place rapidement un gouvernement de transition, qui dès lors qu'il est représentatif, sera reconnu par les

principaux pays du monde et permettra d'accélérer la chute de Bachar Al-Assad, qui est devenue une nécessité évidente.

Il y a bien sûr l'aspect militaire. Vous l'entendez comme moi, il n'y a pas besoin de l'insinuer : des réfugiés qui sont dans ce camp demandent la livraison d'armements afin de lutter en particulier contre les avions de Bachar Al-Assad qui font régner la terreur et qui tuent des dizaines de personnes chaque jour.

Vous savez que les pays européens ont décidé un embargo sur les armes, et on ne va pas violer l'embargo. Mais ce n'est pas trahir un secret que de vous révéler qu'un certain nombre de pays fournissent des équipements non létaux, ce sont des équipements de communication ou des équipements techniques qui vont être utiles à l'opposition syrienne et aux résistants.

Voilà ce que je voulais dire concernant ma visite ici.

Je serai dans quelques heures à Amman, je rencontrerai des opposants syriens. Ensuite je vais rentrer au Liban qui se trouve aussi en situation difficile et je terminerai cette visite à caractère humanitaire et politique en Turquie où je visiterai également un camp de réfugiés ainsi que les responsables du pays. Je ferai ensuite un rapport de tout cela au Conseil de sécurité des Nations unies le 30 de ce mois puisque la France préside le Conseil de sécurité des Nations unies, je le présiderai d'ailleurs moi-même ; nous consacrerons une partie importante de cette réunion du Conseil de sécurité aux aspects humanitaires.

Je voudrais terminer par là en remerciant très chaleureusement toutes les organisations qui font un travail magnifique dans des conditions très difficiles que ce soit le HCR, que ce soit les différents programmes des Nations unies, que ce soit les organisations non gouvernementales, il y en a beaucoup qui sont présentes ici. Nous les aidons bien sûr, c'est très normal, quand je dis «nous«, c'est à la fois les Français, les Européens et d'autres. Mais je crois qu'il faut mesurer le travail exceptionnel qui est le leur, dans des conditions très difficiles.

J'aurai l'occasion lors de cette réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, de demander à notre ami, M. Antonio Guterres, le commissaire aux Réfugiés, ainsi qu'à notre représentant, de faire rapport sur la situation. Nous aborderons des solutions complémentaires car, évidemment, nous souhaitons, comme cela a été fort bien dit, que ce type de camp soit dissout le plus vite possible. Mais il faut une solution politique sur le terrain en Syrie, il y a besoin d'un changement, le plus vite sera le mieux. La politique, le militaire et l'humanitaire ne sont pas contradictoires dans ces circonstances, on a besoin de faire tout cela à la fois, c'est le message que je voulais apporter ce matin en remerciant beaucoup les autorités jordaniennes de leur accueil. Maintenant je suis à votre disposition pour répondre à vos questions.

Q - Monsieur le Ministre, la France va présider le Conseil de sécurité des Nations unies. Quel est le message que vous allez envoyer aux Nations unies ? C'est un message politique, diplomatique ? Quel est le message ?

R - Il y a d'abord le message humanitaire actuellement, compte tenu de la terreur, des exactions pratiquées par le régime de Bachar Al-Assad, parce qu'il y a beaucoup de réfugiés, il y a des personnes déplacées, plus d'un million de personnes déplacées en Syrie et plusieurs centaines de milliers de réfugiés, et pour les accueillir il faut mettre en oeuvre des opérations humanitaires.

Donc, pour répondre facilement à votre question, le premier message que je dois faire passer, avec mes collègues, c'est de rendre compte de ce qui se fait sur le plan militaire, puis sur le plan humanitaire, ensuite, sur le plan politique.

Sur le plan politique, le message est celui de la nécessité d'une transition politique rapide. C'est-à-dire la constitution d'un gouvernement alternatif d'union qui permette de remplacer le régime de Bachar Al-Assad et pour cela nous sommes en contact avec toute une série de responsables. La décision appartient aux Syriens eux-mêmes, il n'y a personne d'autre, mais il est évident que les efforts effectués par la Ligue arabe, les efforts faits par l'Europe et les efforts que font d'autres pays du monde, vont au soutien d'une transition politique qui, j'insiste encore, doit respecter toutes les minorités. La Syrie est un pays qui a une composition multiple, vous avez les chiites, vous avez les sunnites, vous avez les chrétiens, et chaque communauté doit être respectée dans cette transition politique. Nous souhaitons, la France souhaite, que le futur gouvernement de transition représente la diversité de la Syrie.

Deuxième point, il y a enfin ce qui se fait en matière militaire. La nouvelle armée syrienne est en train de faire un travail extrêmement courageux dans des conditions très difficiles car son armement n'est pas au même niveau que l'armement de Bachar Al-Assad mais vous avez vu que déjà des défections extrêmement nombreuses ont eu lieu dans le camp de Bachar Al-Assad. La dernière en date est la défection de l'ancien Premier ministre syrien, ce qui veut dire que le coeur même du système est en train de s'affaiblir. Et nous qui respectons nos obligations internationales, sommes en soutien de ces actions menées afin que très rapidement une alternative au régime de Bachar Al-Assad soit apportée. Donc, je le dis et le répète, la Commission spéciale des Nations unies vient de déclarer qu'il était coupable de crimes contre l'Humanité.

Q - Monsieur le Ministre, vous avez parlé de soutien à l'opposition syrienne, de quelle sorte de soutien s'agit-il ? S'agira-t-il de soutien militaire ?

R - En ce qui concerne l'opposition, en particulier l'Armée libre syrienne, nous sommes en contact avec un certain nombre de ses responsables, nous souhaitons qu'elle puisse mener son action, en liaison avec l'opposition. Comme je l'ai dit, il n'y a pas de la part des pays

européens, singulièrement la France, de livraisons d'armes létales, puisque nous nous sommes engagés à respecter un embargo sur les armes. Mais il y a un certain nombre d'autres opérations qui sont menées.

Puis, notre action est surtout politique puisque nous essayons de rassembler le maximum de soutien aux Syriens, parce que c'est à tous les Syriens que cela appartient, pour qu'ils puissent prendre leur destin en main et très vite bâtir ce gouvernement alternatif, ce gouvernement de transition qui débouchera ensuite sur les élections qui fonderont le nouveau régime syrien.

J'insiste à nouveau, je le fais en direction du Conseil national syrien et en direction de l'armée nouvelle syrienne et aussi à destination d'autres responsables : nous sommes très attachés à ce que l'ensemble des minorités, l'ensemble des sensibilités, soient respectées dans ce futur régime.

(...)

Q - You mentioned sending non lethal aids to the rebels, is one of the reasons you say you don't want to send armaments themselves, is one of the reasons for that because there have been some groups of the Free Syrian Army are allied to global Jihad ? Is that one of the concerns for French involvement when it comes to arming the rebels ?

R - La question porte sur les raisons pour lesquelles nous n'envoyons pas d'armements létaux aux rebelles et si c'est parce que nous ne sommes pas sûrs de la composition de l'armée nouvelle syrienne. Non, la raison n'est pas celle-là, l'ensemble des pays d'Europe, pas seulement les pays d'Europe, se sont engagés à un embargo sur les armes létales. C'est une décision qui a été prise largement et nous devons respecter cette décision.

En ce qui concerne des équipements qui n'ont pas ce caractère, nous pouvons tout à fait avoir une attitude différente, je ne l'ai pas développé ici longuement, les discussions doivent rester secrètes, mais nous respectons l'embargo auquel nous sommes astreints et en même temps nous aidons le plus possible la résistance syrienne. Voilà le premier point que je voulais souligner.

Le deuxième point est qu'il a été question ces derniers jours d'une éventuelle No Fly Zone - zone d'exclusion aérienne. Je veux dire sur ce point que, compte tenu de la gravité du conflit, et le fait qu'il se développe avec des milliers et des milliers de réfugiés supplémentaires chaque jour, personne ne peut exclure aucune perspective. En même temps, compte tenu de ce qu'est à la fois le matériel à disposition de l'armée syrienne actuelle, celle de Bachar Al-Assad, et compte tenu de la disposition du terrain, cela pose évidemment des problèmes extrêmement redoutables. De plus, et ce n'est pas une remarque anecdotique, l'attitude de la France a toujours été de n'intervenir que dans le cadre de la légalité internationale telle qu'elle a été reconnue et est portée par les organismes internationaux, en premier lieu les

Nations unies. Il n'y a pas à ce jour de décision des Nations unies qui autorise ce type de projet parce qu'en particulier, vous le savez, les Russes et les Chinois ont opposé leur veto. Voilà quelques points que je voulais dire en réponse à votre question.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 17 août 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185700-laurent-fabius-16082012-situation-en-syrie-refugies-syriens